

# UPGCS



## *Lettre ouverte à EMMANUEL MACRON*

MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

L'UPGCS (Union Prévention et Gestion des Crises Sanitaires, partenariat soignants-patients pour une médecine Humaine) s'adresse à vous publiquement pour s'étonner et s'offusquer de votre choix de ne pas inclure une réflexion sur la Santé et l'environnement au Grand Débat National !

C'est mépriser les appels au secours qui émergent depuis début 2018 sur l'ensemble du territoire de la part de tous les acteurs Santé (médecins, chirurgiens, anesthésistes, personnel soignant, infirmiers, ambulanciers ...) et patients par le biais des associations qui les représentent !

Pourtant, ils étaient dans la rue, souvent devant le Ministère de la Santé, faute d'y être reçus, ou en grève pendant des mois devant leurs établissements (bien qu'assurant par ailleurs leur service), bien avant que les Gilets Jaunes ne commencent leurs manifestations. Cela ne devrait pas être dans une Démocratie Responsable.

Devoir organiser un Grand Débat pour écouter et entendre un peuple s'exprimer est l'aveu même d'un dysfonctionnement majeur de nos institutions qui devraient relayer les observations des différents partenaires et y répondre autrement que par un déni des problèmes exposés !

Occulter de la refonte de notre société, l'axe majeur qu'est la Santé met en évidence la méconnaissance du mécontentement qui gronde dans notre pays !

Car c'est bien de cela dont il s'agit. Les Citoyens Français sont dans la rue pour exprimer le besoin d'un changement total de notre société où l'Humain prévaudra sur la Finance et que vos analyses orientées vers la rentabilité exaspèrent !

Nous ne sommes pas des utopistes et sommes conscients de vivre dans une économie basée mondialement sur le capitalisme mais que vingt-huit personnes sur la planète détiennent autant de richesse que la moitié la plus pauvre de la population mondiale est une situation "indécente" qui exacerbe les inégalités.

100 milliard d'évasion fiscale par an en France pour 1,5 milliard de déficit des hôpitaux publics ?  
On réduit personnel et soins de manière drastique (il existe d'autres solutions à ce propos) quand on continue à laisser fuir les capitaux.

On meurt dans nos hôpitaux faute de soins, et nos soignants trop impliqués moralement et physiquement s'y suicident (burn-out dont l'Etat sera rendu responsable !)

Les décisions prises depuis quelques mois ne font que détruire une prise en charge dans les établissements publics, créant inexorablement une médecine à deux vitesses où le privé sera réservé à une minorité ! Les dépassements d'honoraires non pris en charge par les mutuelles limitent l'accès aux soins pour nombre de français pourtant actifs.

Où est la démocratie sanitaire ?

En 2018, uniquement en ce qui concerne les médicaments, l'UPGCS dénombre 30 alertes graves de mise en danger de la santé des patients, consécutives à la prise de médicaments censés soigner ???????

En 2017, sans aucune communication préalable, l'ANSM autorise le laboratoire Merck à changer le traitement unique de 2 800 000 patients juste pour permettre à celui-ci de prolonger son brevet de 20 ans ! 2 000 000 de patients ont dû s'organiser pour trouver des traitements alternatifs en raison des effets secondaires graves subis. En 2019, ils ne savent pas pourquoi il y a eu des décès, et les malades subissent encore des atteintes neurologiques motrices, hépatiques, cardiaques graves pour lesquelles nous ne cessons d'alerter Madame Buzyn, Ministre de la Santé, quant à la mise en danger de leur pronostic vital, sans aucune écoute ni prise en charge !

Certains de ces malades ont switché vers une alternative non remboursée à ce jour, dont le coût, à leur charge est de l'ordre de 200 euros par an environ ! Le Tcaps, AMM délivrée début 2018 et en pharmacie depuis avril 2018, a permis à certains après un an de galères, de limiter l'importance des effets secondaires invalidants. Limiter pas éliminer !

Seront-ils remboursés rétroactivement ?

Alors que sur l'ensemble du territoire national, nos médecins, chercheurs, politiques ou citoyens ordinaires entreprennent une réflexion sur les perturbateurs endocriniens qu'ils soient environnementaux ou médicamenteux, l'ANSM autorise et favorise la délivrance d'une vitamine D contenant du BHT, chaque jour à nos bébés, au moment de la construction de leurs anticorps et dans une période où leur système hépatique est encore immature.

Nous travaillons aussi à l'UPGCS sur l'alerte cette semaine d'un groupe de mamans inquiètes de la délivrance d'IPP à leurs nourrissons.

Ces mamans, comme beaucoup d'autres patients qui s'inquiètent du rôle des perturbateurs endocriniens sur l'organisme, nous alertent également sur l'éventualité du déremboursement de l'homéopathie ! Comme de la non-prise en charge des médecines alternatives et de l'ostéopathie qui cependant limitent les consultations, examens et arrêts de maladie !

Pourquoi tant d'associations et de collectifs en France se constituent-ils au sujet des problèmes de Santé ?

La nécessité de ce grand débat national la preuve des dysfonctionnements des différents organismes censés les gérer ! L'ANSM créée après le scandale du Médiateur et L'HAS sont obsolètes !

Le plan Santé mis en œuvre en septembre 2018 sans les soignants et ni les patients n'est qu'un emplâtre sur une plaie gigantesque !

Nous ne pouvons énumérer ici toute la liste des revendications qui imposent une réflexion dans le cadre de la refonte Nationale ! Mais nous exigeons d'y participer et d'être reçus par le Chef de l'Etat qui par ailleurs s'est affiché avec les laboratoires sur les marches de l'Elysée durant l'été 2018 ce que soignants et patients ont ressenti comme une marque de mépris face à leur souffrance.

Nous sollicitons une table ronde où chacun des représentants des soignants et des patients pourra exposer les attentes et nécessités de son secteur ! Et surtout, ne nous renvoyez pas comme le fait systématiquement le 1<sup>er</sup> Ministre, Edouard Philippe, vers Madame Buzyn, qui n'a que des réponses stéréotypées à nous opposer !

Associations, collectifs de patients, collectifs-représentants de soignants, députés et sénateurs les sollicitent en vain depuis des mois ! Nous collectionnons les lettres de réponse de non recevoir dans nos archives, preuve du mépris qu'ils ont pour nous. Le temps de privilégier les lobbies dans notre pays est passé, l'Humain doit prévaloir !

Cette lettre ouverte sera envoyée au Grand débat, au Vrai débat, aux députés et sénateurs, aux médias et aux réseaux sociaux ! Sauf à perdre une fois de plus confiance et respect de vos potentiels électeurs, ne l'occultez pas !

Avec tous les espoirs de citoyens œuvrant pour la France, nous remettons en vos mains nos doléances

Pour L'UPGCS

Escautpont, le 07/02/2019

Annie Notelet

